

Extrait de la Déclaration gouvernementale du 4 août 2004

(...)

Le souci de cohésion ne s'arrête pas aux frontières luxembourgeoises. Nous désirons apporter notre soutien à la cohésion globale : ainsi, nous augmenterons pas à pas notre aide au développement à 1 % de notre richesse nationale.

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs,

Je viens d'évoquer les frontières du pays. J'entends, en parlant de frontières, parler aussi du reste du monde : le reste du monde est, dans notre cas, particulièrement grand. Il doit donc bénéficier de notre part d'une attention toute particulière.

Notre participation en matière d'**aide au développement** est la conséquence d'une analyse globale. En effet, la faim et la pauvreté, la soumission et l'injustice économique et sociale entraînent des conséquences.

Il en résulte des conséquences de responsabilisation des pays occidentaux riches : nous nous engageons à plus d'aide au développement parce que nous désirons moins de pauvreté, moins de misère, moins de guerres et plus de vie pour ceux qui ont pour seule perspective une mort prochaine.

Il en résulte aussi des conséquences auxquelles nous-mêmes et les autres pays devons faire face : la terreur et la violence peuvent aussi survenir chez nous. Il n'y a pas de justification pour la terreur, nulle part au monde et pas chez nous. Nous ne devons pas nous laisser impressionner. Nous devons affronter énergiquement la menace à l'égard de notre sécurité et de notre modèle de société libre.

(...)